Le RCD dénonce une tentative de sa diabolisation

Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), dénonce dans un communiqué rendu public ce samedi, les campagnes de diabolisation qui le cible directement. Des campagnes que mène, d'après le document, ''la police politique''.

''Les menaces, les pressions et les intimidations pilotées par la police politique du régime, notamment, via les démembrements du ministère de l'intérieur et celui de la justice contre le RCD sont aussi destinées à diaboliser le parti pour dissuader et faire peur à tous les citoyens. L'épisode de ces attaques orchestrées et synchronisées vise clairement la disparition du Rassemblement en tant que parti politique autonome dans ses décisions'', dénonce le RCD dans son document sanctionnant les travaux de son secrétariat national.

Pour le RCD ces '' campagnes'' n'ont pas empêché les citoyens algériens notamment les jeunes de rejoindre en nombre les rangs du parti. '' Le secrétariat national tient à rendre hommage à tous les collectifs de militants, majoritairement constitués de jeunes, qui ont rejoint le parti pour continuer un même combat pour une Algérie de démocratie et de justice sociale'', indique le communiqué.

Il ajoute : ''l'exécutif du parti se félicite du soutien et de la solidarité des partis politiques, d'organisations et de personnalités ou d'activistes avec le RCD''.

En outre, le parti affirme que son combat a pour but d'instaurer un Etat libre et démocratique. '' Notre parti n'est pas une entité qui aspire à intercéder mais le Rassemblement qui montre la voie dans le combat, mobilise, organise et fédère la force rationnelle qui combat pour une Algérie libre et démocratique pour refonder l'Etat national'', note-t-il.

Enfin, la direction nationale du Rassemblement pour la culture et la démocratie a réitéré son attachement au PAD. ''C'est le sens de notre adhésion et de notre attachement au Pacte pour l'alternative démocratique (PAD) qui aspire à baliser le processus constituant par la consécration des libertés, de l'alternance par la seule voie des urnes et de la souveraineté sur toutes les richesses du pays en tant que préalables'', lit-on dans le document.